

LA SITUATION SOCIALE EN FRANCE

Le gouvernement et les staliniens voulaient que leur rencontre dans la rue, le 28 mai, fit du bruit. Elle en a fait. Est-ce à dire que l'importance de l'événement est à la mesure de sa publicité ? Ce serait encore se laisser duper, pensons-nous, par les deux parties que d'ajouter une agitation théorique à leur agitation spectaculaire. Si les événements qui se sont produits sont significatifs et méritent d'être analysés, ce n'est pas parce qu'ils bouleversent la situation sociale en France mais plutôt parce qu'ils révèlent ses tendances fondamentales et leur stricte dépendance à l'égard du jeu des forces internationales. A quoi avons-nous assisté en effet ? A une offensive simultanée de la part du P.C. et de la bourgeoisie, assez rapidement réfrénée au reste par l'un et l'autre, et devant laquelle le prolétariat est resté largement passif. Quel que soit l'intérêt d'une interprétation de détail qui montrerait, comme nous le dirons plus loin, pourquoi la bourgeoisie a pu remporter une victoire relative et renforcer son prestige dans la situation actuelle, quelles maladresses le P.C. a pu commettre, l'essentiel est que l'attitude de l'un et de l'autre et plus encore l'attitude du prolétariat ne prennent un sens que rattachés au conflit U.R.S.S.-U.S.A. qui divise le monde et tend à se transformer en guerre totale. La puissance et l'agressivité de la bourgeoisie française c'est celle d'un subalterne qui cherche à mériter ses moyens de subsistance ; la violence du P.C., celle d'une stratégie qui vise à effrayer la bourgeoisie occidentale en la menaçant de lui faire payer son intégration dans le bloc atlantique par la guerre civile ; la passivité du prolétariat, c'est le sentiment qu'aucune lutte sérieuse ne peut être envisagée aujourd'hui qui ne soit déviée de son sens et ne contribue à la lutte des deux blocs impérialistes.

Que le gouvernement ait eu le projet concerté d'attaquer le P.C. et de montrer publiquement qu'il était le seul maître de l'ordre en France, il est difficile d'en douter. Il avait concentré à Paris des forces de police considérables, exprimé publiquement son intention de répression, poursuivi avec une extrême brutalité les manifestants le 24 mai autour de la gare Saint-Lazare et du métro Odéon, fait arrêter André Stil avant même que la manifestation du 28 qu'il réclamait fut interdite. La ridicule interdiction de la pièce stalinienne de Vaillant, Le Colonel Forster plaidera coupable et la provocation policière qui l'avait accompagnée avaient quelques jours auparavant donné le ton de ses intentions. Au surplus, la manière dont il conduisit la répression, l'arrestation

spectaculaire de Duclos dépourvue de tout fondement juridique, les mesures prises contre les syndicalistes la veille de la grève du 4 juin, la prétendue découverte d'un complot dont il est vite apparu qu'il était maladroitement fabriqué, tout ceci prouve assez que la manifestation stalinienne ne fut pour le gouvernement qu'une occasion de démontrer sa force. Pourquoi cette démonstration et son succès ? Nous venons de le dire, l'explication principale réside dans la subordination de la bourgeoisie française à l'impérialisme américain : assommer les staliniens, c'est montrer que l'Europe est un lieu sûr qui mérite les investissements du capital américain, que les troupes des Etats-Unis sont ici en sécurité et que les communistes n'auraient pas la force suffisante pour les attaquer par derrière. En même temps qu'il cherche à obtenir une aide supérieure pour sa guerre contre l'Indochine et qu'il offre des velléités de résistance aux Américains en Afrique du Nord, le gouvernement, par la promptitude et le succès de sa répression veut démontrer qu'il est un partenaire sérieux. A ces mobiles, dans la conjoncture, s'ajoutent des considérations qui peuvent paraître d'ordre intérieur, mais qui témoignent aussi de l'influence des facteurs internationaux sur la situation française. La répression anticommuniste est venue à point soutenir la campagne pour l'emprunt. S'il est vrai que la réticence à l'égard de l'emprunt vient de la peur de la guerre et plus immédiatement du danger communiste, il était important pour le gouvernement, dans l'incapacité qu'il est de chasser la menace de guerre, tout au moins de montrer que celle du communisme est actuellement inconsistante. L'opération a en outre une signification nettement politique : on signifie aux classes moyennes que la force peut s'exercer sans de Gaulle et on le signifie également aux parlementaires R.P.F. que l'aventurisme de leur général a déjà rapproché de la droite traditionnelle. Voler à de Gaulle un de ses arguments essentiels — l'incapacité du parlementarisme en face de la « 5^e colonne russe » — permet de consolider la position de la droite mieux que toute propagande. On peut dire, en ce sens, que l'arrivée de Ridgway et l'occasion idéale d'une répression policière qu'elle fournissait, n'est pas accidentelle, elle était inscrite dans la politique du gouvernement. Mais l'intéressant, c'est précisément qu'une telle politique soit possible, que la bourgeoisie puisse gouverner avec autorité sans de Gaulle. On aurait pu s'attendre en effet, après la crise parlementaire de février à un rapide essor du R.P.F. et à un bouleversement des institutions. Or, un phénomène inverse s'est produit : le gaullisme, comme l'ont montré différentes élections locales et la crise de son groupe parlementaire, est en sérieuse perte de vitesse ; la bourgeoisie gouverne à nouveau par des moyens classiques, elle réussit à renforcer son pouvoir policier sans faire appel au fascisme. S'il en est ainsi, c'est essentiellement parce qu'il n'y a pas de fascisme possible en France actuellement. Le fascisme, même si on ne l'emprisonne pas dans sa forme allemande (racisme et mysticisme), suppose une mobilisation des classes moyennes autour d'un idéal de grandeur nationale, une politique étrangère impérialiste, une démagogie socialiste susceptible de trouver un écho dans les masses ; or, la situation internationale, l'écrasement économique de la France et sa subordination définitive à l'impérialisme américain privent cette idéologie de toute base solide. Aussi longtemps que l'appui économique des Etats-Unis sera suffisant pour éviter un effondrement financier et que la guerre U.R.S.S.-U.S.A. ne sera pas sur le point d'éclater, la bourgeoisie utilisera des solutions moins coûteuses que le gaullisme. Mieux : si de Gaulle prend le pouvoir dans les circonstances extrêmes que nous indiquons, ce sera en fait que le chef militaire et policier le plus efficace — non pas

en tant que fasciste — c'est-à-dire sans qu'il puisse appliquer aucun des principaux points de son programme actuel. La signification du régime actuel qui ne représente aucun progrès réel sur les précédentes expériences parlementaires (l'emprunt n'a constitué qu'un expédient dont on saura bientôt s'il n'a pas été plus coûteux qu'avantageux en faisant peser sur le Trésor l'hypothèque d'une dette progressive qu'aucun redressement économique ne permet de compenser), c'est que les partis bourgeois ont davantage pris conscience de leurs possibilités réelles de gouvernement et ont surmonté, temporairement, certaines de leurs dissensions. Les derniers congrès radicaux, M.R.P., socialiste, ont en effet montré le souci de faire durer l'équilibre actuel en passant sous silence leurs principales revendications programmatiques. Même si cet équilibre est instable dans la mesure où les difficultés économiques ne se trouvent en aucun cas résolues, il est significatif qu'il puisse se prolonger artificiellement : il montre assez que la domination de la bourgeoisie en France n'est qu'un reflet de la domination américaine à l'échelle mondiale.

La politique stalinienne

Les événements de mai-juin montrent bien le sens de la politique stalinienne dans cette période et les difficultés qu'elle rencontre. Le P.C. s'est lancé dans une offensive bruyante et nécessairement sans lendemain contre la bourgeoisie dans le but de montrer publiquement que la politique atlantique rencontrerait en Europe occidentale l'opposition armée d'une partie de la population : le jour où Ridgway arrive, disent en substance les staliens, nous provoquons des bagarres dans la rue ; le jour où la guerre éclatera, nous ferons la guerre civile. Cette attitude est logique dans le cadre de la stratégie générale du stalinisme en Europe occidentale qui vise par tous les moyens à retarder ou à miner l'intégration des bourgeoisies nationales dans le bloc atlantique. Il vaut cependant la peine de signaler qu'elle a pris un caractère plus offensif dans le passé. Pour la première fois les staliens ont utilisé des armes (les pancartes) ; quand ils avaient manifesté contre Eisenhower ou contre le Figaro, ils avaient les mains nues. Ils savaient en outre que le choc serait meurtrier et attirerait une répression ; la violence des bagarres qui s'étaient déroulées quelques jours auparavant, l'arrestation de Stil, les menaces du gouvernement les en avaient suffisamment avertis. S'ils se sont délibérément lancés dans cette tentative c'est, pensons-nous, qu'ils ont de moins en moins la possibilité de recourir à des méthodes plus classiques et aussi plus efficaces : le déclenchement de grèves de sabotage économique ; les ouvriers qui continuent à suivre le P.C. sont eux-mêmes fatigués de sa politique aventuriste dans les entreprises, de ses tentatives de débrayages forcés sans souci des possibilités réelles de revendications. Comme par ailleurs le prolétariat n'est pas prêt à déclencher des mouvements d'envergure (nous y reviendrons) que le P.C. pourrait utiliser, la violence dans la rue s'est avérée un substitut nécessaire. Le stalinisme se trouve sur ce point prisonnier de sa propre politique ; en un sens la lutte ouvrière contre le patronat serait en France le moyen le plus efficace d'attaquer la bourgeoisie (les frais de police sont beaucoup moins onéreux pour elle que la perte que représenteraient de fréquents arrêts de production) mais il s'est lui-même privé de ce moyen en utilisant le prolétariat pour ses objectifs politiques propres au lieu de subordonner son activité au développement de la lutte de celui-ci. Les difficultés que rencontre le stalinisme ne provin-

nent pas d'erreurs qu'il aurait commises mais des contradictions que lui impose sa situation en Europe occidentale où il ne peut dans sa lutte contre la bourgeoisie ni bénéficier de la combativité ouvrière qu'il a ruinée ni, privé qu'il est de toute participation au pouvoir d'Etat, s'appuyer résolument sur les couches sociales dont il représente idéalement les intérêts mais qui ne sont pas cristallisées en classe comme partout où il domine.

En fait le stalinisme emploie simultanément deux méthodes pour les besoins de sa lutte contre la bourgeoisie ; la violence chaque fois qu'elle est possible, et d'une manière permanente le front unique avec les couches les plus larges de la population contre le réarmement, la politique atlantique, etc... Cette tactique n'est en rien contradictoire ; bien plus, elle ne peut se priver d'un de ses deux termes sans perdre tout son sens. Voudrait-il se borner à la lutte violente, le P.C. s'aliénerait dans la conjoncture actuelle toutes les couches sociales qui voient en lui une organisation de pouvoir, le représentant de la planification et du rationalisme économique et qui ne le suivront dans la guerre civile que lorsque les circonstances internationales les y contraindront ; il radicaliserait l'opinion en faveur des Américains et réduirait à l'extrême les appuis de l'U.R.S.S. en Europe. En revanche voudrait-il faire de sa seule politique le pacifisme et l'alliance avec des couches privilégiées, il se vouerait à l'inefficacité dans la mesure où cette politique n'a aucune chance d'aboutir et où une attitude de passivité désarmerait complètement les militants ouvriers. Quelles que soient en effet ses inquiétudes à l'égard de la politique belliciste des Etats-Unis, la bourgeoisie ne saurait maintenant opérer un retour en arrière et accepter une nouvelle expérience de collaboration avec le stalinisme analogue à celle qui suivit la Libération ; depuis cette époque l'approfondissement de l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. a interdit toute solution de compromis à l'échelle nationale. Le spectre d'une conquête de l'Etat, soit d'une évolution du type tchécoslovaque, a provoqué la constitution d'un front des partis bourgeois qui se trouvera toujours uni contre le stalinisme (il est à cet égard symptomatique que moins de 30 % des délégués aient voté contre le réarmement allemand lors du dernier congrès socialiste). C'est dire que le stalinisme n'a pas le choix de sa politique, il fait aujourd'hui ce qu'il peut.

C'est faute d'une telle estimation qu'on a pu se passionner dans une partie de la presse pour un prétendu tournant du P.C. En fait, chaque fois que celui-ci met l'accent sur ses mots d'ordre de combat ou sur ceux de front unique nos journalistes neutralistes découvrent un nouveau tournant. De quoi s'agit-il ? Billoux fait à son retour d'U.R.S.S. un article dans les Cahiers du Communisme qui appelle les militants à la vigilance et leur recommande de mettre au premier plan les mots d'ordre politiques du parti ; ses formules sont incontestablement plus rudes que celles de Duclos. « La défense de l'industrie française, écrit-il notamment, ne peut être entreprise dans une "union nationale" des ouvriers, des classes moyennes et des industriels, ces derniers pris dans leur ensemble ». Ces déclarations jointes à d'autres similaires de Jeanette Vermeersch, peu de temps avant la manifestation du 28 mai, font croire que le parti a opéré sous la pression du Kominform un tournant stratégique. Outre qu'il n'y a rien dans l'article de Billoux qui n'ait été dit auparavant, notamment par Thorez, tous les faits démentent par ailleurs cette interprétation. L'organe du Kominform à la même époque recommande aux partis d'Europe occidentale d'accentuer leurs efforts pour réaliser des fronts uniques avec les couches les plus larges de la population et de constituer à cette fin des comités de la paix susceptibles de

rassembler socialistes, chrétiens, démocrates, patriotes. Or, c'est en suivant ces directives que le P.C. demande à ses militants, quelques jours avant la manifestation Ridgway, d'organiser de tels comités dans les entreprises. Qu'il échoue ne signifie rien contre ses intentions de front unique. Au demeurant le Comité central du 19 juin a remis les choses en place : tandis que Billoux et Vermeersch regrettent les formules qui ont pu faire croire à un tournant, le C.C. réaffirme que « plus que jamais les organisations du parti communiste français, l'ensemble du parti, doivent considérer que la lutte pour la paix et l'indépendance nationale est la tâche centrale de l'heure. Mieux encore que par le passé, elles contribueront à rassembler sur un front de lutte commun toutes les forces attachées au maintien de la paix — indépendamment des opinions politiques des participants et de leurs croyances religieuses, de leur appartenance de parti et de leur condition sociale... » Mais plus sûrement que les déclarations d'un comité central, c'est la conduite des staliniens qui nous renseigne : c'est d'abord le parti italien qui accueille Ridgway fort prudemment ; c'est le P.C.F. lui-même qui n'a pas donné à son agitation contre la répression toute l'ampleur qu'il pouvait ; hésitant même sur le plan parlementaire à provoquer un débat dont l'échec pourrait consolider la position gouvernementale ; se satisfaisant dans le quotidien d'un "Libérez Duclos" dont l'écho se confond déjà avec celui du "Libérez Henri Martin".

Il n'y a pas de tournant stalinien en Europe occidentale ; il ne saurait y en avoir avant que l'imminence de la guerre ne contraigne le P.C. à une guerre civile. Même si le P.C. se trouvait rejeté dans l'illégalité par un simple coup de force du gouvernement, c'est-à-dire sans que les données internationales soient changées, il est infiniment probable que sa politique demeurerait pour l'essentiel la même car elle ne tient pas à des circonstances mais à une situation sociale. Le seul grand tournant stalinien est derrière nous, il remonte à 1947, à l'époque où, chassé de ses positions dans l'Etat, le P.C. a dû adopter la politique ambiguë que nous avons indiquée. Ce qui est seulement vrai c'est que l'application de cette politique se heurte à des difficultés croissantes : le premier obstacle c'est le renforcement du pouvoir bourgeois ; l'autre le refus toujours plus net du prolétariat de se mobiliser sur des objectifs dont il a perçu confusément qu'ils ne le concernent pas. En présence de ces difficultés il est vraisemblable que des divergences tactiques peuvent apparaître au sein du P.C. ; l'épisode Billoux en est sans doute un exemple ; l'essentiel est qu'elles ne sauraient remettre en question une orientation générale que la situation rend seule possible.

La manifestation contre Ridgway et la grève manquée du 4 juin trahissent ces difficultés. Il est absurde d'y trouver les signes d'une nouvelle politique aventuriste du P.C., il est même erroné de parler d'une erreur capitale de sa part, puisque, nous l'avons dit, il n'avait pas dans les circonstances présentes d'autres moyens d'action à sa disposition. Il n'en demeure pas moins qu'il y a eu maladresse. Si est vraisemblable en effet qu'il ne s'attendait pas à mobiliser de larges masses contre Ridgway et qu'un échec partiel lui paraissait préférable à l'inaction complète, le parti ne s'attendait pas à un échec de cette ampleur. En fait il s'est trouvé incapable de rassembler le principal de ses militants de la région parisienne ; il n'y avait dans la rue que des jeunes, des Nord-africains, mais peu d'ouvriers des grandes entreprises ; ce lâchage est significatif : dans une période relativement calme, les militants n'aiment pas se couper de la masse des ouvriers dont ils perçoivent le désintérêt à l'égard des mots d'ordre contre le pacte atlantique. Sur ce point encore, il est d'ailleurs plus intéressant de chercher les raisons profondes

de telles erreurs d'appréciation que de critiquer la maladresse des dirigeants. L'important est que le P.C., de par son idéologie et son fonctionnement bureaucratique, n'est pas à même d'estimer correctement les réactions des ouvriers ; les militants peuvent bien indiquer que la classe ouvrière n'est pas disposée à se battre, non que les mots d'ordre du parti la laissent indifférente, car ce serait attaquer la ligne de l'organisation. Cette méconnaissance des véritables sentiments des masses est apparue clairement dans l'organisation des grèves pour la libération de Duclos. La direction cégétiste constatant que son arrestation ne soulève guère d'émotion dans la classe, lance le jeudi 29 un appel vague à la grève qu'il reprend le dimanche sans fixer aucune forme précise à l'action ouvrière ; il compte évidemment sur des noyaux staliniens pour déclencher des mouvements dans les entreprises. L'Union des Syndicats de la Région parisienne décide le samedi une grève qui ne doit éclater que le mercredi suivant, cherchant ainsi à gagner du temps pour gonfler les masses. On s'attendrait à ce que les staliniens, en l'absence de toute protestation spontanée de la part de la classe agissent avec prudence, réduisent la grève à des débrayages d'une durée limitée (dans son auto-critique du 20 juin le comité central dira que c'était la tactique juste) ; en fait jusqu'au dernier moment, comme on le voit dans leur tentative pour arrêter de nouveau le travail le 5 et le 6 juin, ils espèrent provoquer une agitation plus large. On ne peut qu'en conclure à une incapacité d'apprécier l'atmosphère ouvrière.

L'échec du P.C. signifie-t-il qu'on va assister à un recul de son influence ? Répondre affirmativement serait ne pas comprendre les motifs profonds qui déterminent l'adhésion de larges couches sociales à son idéologie. Depuis que se sont détachés de lui les éléments de la petite bourgeoisie qui l'avaient appuyé au lendemain de la Libération sur la seule base du nationalisme, le P.C. a une influence solide, dont on peut apprécier l'extrême fidélité au travers des élections successives. Sur cette base les erreurs conjoncturelles du P.C. ne peuvent avoir d'effets sensibles. Au demeurant, les élections dans le second secteur de Paris, dans lesquelles s'est manifesté la constance des voix du P.C., ont marqué que les manifestations contre Ridgway n'avaient entraîné aucune désaffection à l'égard du P.C.

L'attitude des ouvriers

La période qui vient de s'écouler n'a vu aucun mouvement revendicatif important. A ce fait il y a d'abord une explication d'ordre général que nous avons déjà donnée : les ouvriers ne sont pas prêts à s'engager dans des luttes qui, par le fait qu'elles sont aussitôt accaparées par le stalinisme et intégrées à sa lutte mondiale contre la bourgeoisie, prennent un caractère dont ils sentent confusément qu'il ne les concerne pas. Mais s'il pèse une hypothèque "historique" sur l'action prolétarienne, celle-ci est encore freinée dans l'immédiat, d'une part par la politique stalinienne qui l'expose à des échecs multiples en l'engageant dans des circonstances défavorables pour les besoins de sa propre stratégie de sabotage économique ; en second lieu par le raidissement des positions patronales et la répression qui s'est abattue contre les éléments combattifs de la classe. C'est sur ce fond qu'ont été déclenchées par les staliniens les grèves de juin.

L'essentiel est qu'elles ont été peu suivies et que la grande majorité des ouvriers s'en est désintéressé. Rappelons d'abord que très peu d'usines sont entrées rapidement dans la grève ; il ne s'est agi que de débrayages de courte durée. Renault n'a pas bougé jusqu'au 4. En

province, la grève n'a eu d'échos sérieux que dans les mines, encore ceux-ci furent-ils très limités. Dans le Pas-de-Calais, le nombre moyen des grévistes oscillait entre 5 et 10 % ; dans les mines de Lorraine, il était de 21 % ; au demeurant, la grève n'a nulle part réussi à durer. La journée du 4 juin a été elle-même un échec ; dans les meilleurs des cas, où l'influence stalinienne étant très forte, la grève a été totale, elle s'est déroulée dans une atmosphère de passivité : les ouvriers sont rentrés chez eux ; le lendemain, ils reprenaient le travail ; c'est par exemple ce qui s'est passé à Montreuil, chez Nicolle, où l'attitude des ouvriers fut particulièrement favorable aux mots d'ordre de la C.G.T.

Le comportement de Renault est significatif et renseigne sur les sentiments du prolétariat actuellement. Le mardi, les staliniens avaient organisé quelques meetings destinés à gonfler les ouvriers ; ils y annonçaient que la grève du lendemain serait une victoire totale et n'avaient pour mot d'ordre que la libération de Duclos. Le mercredi, peu d'ateliers débrayèrent dès le début ; les ouvriers, pour la majorité, étaient neutres à l'égard du mouvement ; les staliniens réussirent à en entraîner une partie, ils forcèrent dans certains cas leur assentiment, en coupant le courant. Ils organisèrent un meeting vers trois heures de l'après-midi, devant environ deux mille ouvriers ; mais l'usine se vida progressivement, et il était clair que ceux-là mêmes qui avaient consenti volontiers à la grève ne voulaient pas y prendre une participation active. Après avoir tenté de fermer les portes pour empêcher les sorties, les staliniens préférèrent cacher leur échec par un ordre d'évacuation en inventant la nouvelle d'un encerclement de l'usine par la police. Dès le lendemain, la situation empirait rapidement pour eux, ils tentèrent à nouveau de provoquer des débrayages et de couper le courant, mais la majorité des ouvriers leur était franchement hostiles, expulsant les délégués de la C.G.T. qui venaient les haranguer dans les ateliers, et réussissant à reprendre le travail. C'est dans cette atmosphère que les membres du syndicat gaulliste, S.I.R., voyant que le rapport de forces était défavorable aux communistes, les prirent violemment à partie et provoquèrent des bagarres dans toute l'usine ; celles-ci continuèrent toute la journée du jeudi, les R.P.F. ayant l'initiative des opérations et jouissant de la neutralité des ouvriers. Les ouvriers, par cette attitude, n'exprimaient aucune sympathie à l'égard des R.P.F., ils ne voulaient que travailler. Ce n'est que le lendemain, lorsque les R.P.F., qui avaient d'ailleurs amené des éléments étrangers à l'usine pour leur prêter main forte se furent rendus odieux par leurs provocations et leurs mouchardages auprès de la direction et de la police, que les ouvriers leur manifestèrent leur hostilité et, dans quelques cas, protégèrent des militants staliniens.

Ces événements montrent assez l'échec du P.C. et l'opposition violente que ceux-ci ont rencontré à leur politique. Il est vrai que le mouvement du 12 février et la répression qui l'avait suivi, avaient laissé de durs souvenirs chez Renault ; l'hostilité du P.C. a cependant un sens plus général. Même si les ouvriers sont encore prêts à se battre avec les staliniens dans un cas où leurs revendications sont en jeu, ils ne sont pas disposés à se mobiliser pour défendre un des gros bonzes du Parti, qui fut l'un des plus actifs à les enchaîner à la production. On doit évidemment regretter que les ouvriers de Renault aient laissé un moment le S.I.R. développer son action. Ce fait traduirait à lui seul l'ampleur de la démoralisation ouvrière. Mais il serait absurde de ne pas voir qu'il y a dans l'attitude des ouvriers de chez Renault et du prolétariat en général, en face de l'arrestation de Duclos, une réaction saine. Autant nous jugeons nécessaire de protéger les militants ouvriers de quelque opinion qu'ils soient contre le patron et la police dans les entreprises,

autant nous estimons souhaitable de dénoncer la direction stalinienne même quand elle est attaquée par la bourgeoisie. Le stalinisme a fait la preuve qu'il était une idéologie d'exploitation au même titre que le capitalisme, c'est abandonner toute lucidité révolutionnaire que de voler à son secours lorsque le rapport de forces lui est défavorable. Dira-t-on que le soutien de Duclos équivaut à une défense des libertés démocratiques ? Mais que signifie, précisément, la démocratie bourgeoise pour les ouvriers ? Certes, un régime parlementaire par exemple, et les libertés d'expression relatives qu'il implique est pour eux plus avantageux qu'une dictature policière, et il n'est donc pas question de confondre tous les régimes pour cette seule raison qu'ils figurent identiquement la domination bourgeoise. Il n'y a cependant pas à en conclure que le prolétariat doit défendre un mode de domination contre un autre. Sa vraie tâche est par sa lutte de classe de contraindre l'adversaire à respecter sa force et à reculer sur le terrain de l'exploitation. C'est en revendiquant, en défendant son niveau de vie qu'il met en échec les entreprises policières du gouvernement. Les libertés démocratiques sont des concessions bourgeoises ; le prolétariat en tire profit, mais il n'a pas à défendre le contenu de ces concessions comme s'il représentait la politique ouvrière. Les militants révolutionnaires ne devaient donc en aucun cas s'associer à la grève pour Duclos, même s'ils étaient amenés à cesser le travail dans des circonstances locales, pour ne pas avoir à s'opposer à une majorité. En outre, défendre les pseudo libertés démocratiques au moment même où la plus grande partie du prolétariat montrait qu'elle n'était pas dupe de leur signification était doublement absurde.

En fin de compte, il serait évidemment faux de tirer un bilan positif de l'échec de la grève de juin ; ce qu'on peut seulement dire, c'est qu'au travers de sa démoralisation, malgré sa passivité, le prolétariat a laissé paraître une réaction de critique à l'égard du stalinisme qui, sans marquer une véritable prise de conscience, révèle l'approfondissement de son expérience.

CLAUDE MONTAL.

TROTSKISME ET STALINISME

« ... Personne aujourd'hui ne peut discuter ce que font les staliniens. » (1)

Si l'on comprend que « personne » signifie : aucun trotskiste, la lecture de La Vérité confirme qu'effectivement ceux-ci n'ont pas grand-chose à critiquer dans la politique stalinienne. Il n'est plus question dans ce journal, que de campagne pour la libération d'Henri Martin, de protestations contre la guerre bactériologique des « milliers de poitrines » qui crient : « Ridgway à la porte ! » et de pas en avant qu'accomplirait le Parti communiste (malgré quelque manque de précision, quelques contradictions, « mais que les ouvriers communistes conscients peuvent surmonter dans leur activité révolutionnaire »). Cette « prise de conscience » des ouvriers staliniens serait d'ailleurs d'autant plus facile et plus large, que la bureaucratie soviétique est obligée de mener au moyen des partis communistes, une lutte de classe contre l'impérialisme. Lutte « non seulement verbale, mais entraînant de véritables actions de classe contre les préparatifs de guerre » (2). Qui après cela, s'étonnera de lire :

(1) Pablo, représentant du Secrétariat International au Comité central du P.C.I. du 20-1-52.

(2) III^e Congrès mondial, Résolution sur la situation internationale et les tâches de la IV^e Internationale. « IV^e Internationale » de août-septembre 1961, page 84.